

## Tunisie : élections sur fond de politique de dialogue

Le nouveau président maintient une ligne politique équivoque : en vantant les mérites d'une politique consensuelle, il continue à diaboliser Ennahda pour mobiliser ses troupes.

Khadija Mohsen-Finan

**A**u cours du dernier trimestre de l'année 2014, la Tunisie a vécu au rythme des consultations électorales. Trois scrutins en trois mois : des élections législatives le 26 octobre, le premier tour de l'élection présidentielle le 23 novembre et un second tour organisé fin décembre pour départager les deux candidats qui se sont distingués parmi les 22 en lice. Béji Caïd Essebsi a devancé de six points son concurrent Moncef Marzouki, le président sortant.

Il s'agit là de la seconde élection libre du pays depuis la révolution. Alors qu'en 2011, ce sont les islamistes d'Ennahda qui ont gagné le scrutin, en 2014, ce sont les modernistes du parti Nidaa Tounès qui remportent les élections législatives et présidentielles.

Que signifie cette alternance politique, compte tenu du fait que le gouvernement compte un ministre et trois secrétaires d'État islamistes ? Comment l'exécutif va-t-il mettre en œuvre le partage du pouvoir alors que la scène politique est polarisée et que les Tunisiens sont très divisés ?

### Bipolarisation de la scène politique

**E**n octobre 2014, les Tunisiens ont élu les députés de leur Assemblée. La précédente Assemblée, qui avait été élue en 2011, n'avait qu'une seule tâche : celle de rédiger la Constitution. Sur les cinq millions de Tunisiens inscrits sur les listes électorales, un peu plus de trois millions se sont déplacés pour élire les 217 députés, soit 62 % du corps électoral.

Leurs choix se sont portés sur les deux grandes formations qui dominent le champ politique : Nidaa Tounès, qui obtient 85 sièges, et le parti islamiste Ennahda qui arrive en seconde position avec 69 sièges. Contrairement à 2011, les questions identitaires n'étaient pas au centre des débats. Au terme d'une transition ponctuée par des crises politiques, des luttes politiques sans merci et une flambée de violence marquée par des assassinats politiques, les préoccupations des Tunisiens ont changé. En 2014, elles ont porté sur la sécurité du pays et des citoyens, sur la relance économique, nécessaire pour résorber le chômage, et sur la réhabilitation de l'État. Ces trois thématiques étaient

présentes dans les programmes de toutes les formations politiques.

Les deux consultations de 2014 consacrent l'irrésistible ascension de Nidaa Tounès, un parti qui n'a que deux ans. En juin 2012, Caïd Essebsi, ancien ministre et compagnon de route de Habib Bourguiba, qui fut également premier ministre après la révolution (de mars à décembre 2011), annonce la création de son parti, qui signifie l'Appel de la Tunisie. Le parti affiche d'emblée sa différence, puisqu'il s'agit d'un appel qui annonce une action de mobilisation contre un ennemi et dans l'intérêt général de la nation. Caïd Essebsi appelle à la mobilisation pour réhabiliter et sauver le projet modernisateur de Bourguiba et pour restaurer l'État, qui doit protéger les citoyens. Il s'inscrit donc dans l'héritage du passé pour construire la Tunisie du futur.

S'appuyant sur un parti qu'il met en place pour rassembler, Caïd Essebsi s'impose alors comme une figure indispensable dans un environnement qui a quelque peu perdu ses repères. En 2012, les Tunisiens constatent que le nouveau personnel politique qui gouverne au sein d'une troïka (Ennahda, le Congrès pour la République et Ettakatol), manque d'expérience, de compétence et de vision politique. Le fondateur de Nidaa Tounès inscrit son projet dans le prolongement de deux actions qu'il juge réussies : le projet moderniste de Bourguiba, auquel il a participé en tant que ministre, et sa propre mission dans la transition de 2011, en tant que premier ministre.

Mais l'homme ne se contente pas de rassembler, il dénonce de manière virulente l'incompétence de la troïka et l'obscurantisme d'Ennahda. Ses critiques sont bien reçues dans un contexte marqué par l'échec de la troïka, essentiellement sur trois dossiers majeurs : la situation économique, la reproduction des méthodes clientélistes de l'ancien régime par Ennahda (le parti a octroyé des milliers de postes dans la fonction publique à ses cadres et ses sympathisants) et, surtout, la dégradation de la situation sécuritaire du pays.

Caïd Essebsi, dont le discours rassure, présente sa formation comme un rempart à Ennahda et une alternative aux forces modernistes.



**Portrait-souvenir du nouveau gouvernement de Habib Essid avec le président de la République, Caïd Essebsi. Tunisie, 5 février 2015.** /NICOLAS FAUQUÉ/CORBIS

Au cours de l'été 2013, le pays connaît une crise politique très importante : la Constitution n'a pas été rédigée, un second député de gauche (Mohammed Brahmî) a été assassiné le 25 juillet et de nombreux modernistes demandent le départ du gouvernement de Ali Laarayedh.

Caïd Essebsi se dote d'une nouvelle mission, celle de sortir le pays de la crise. Il prend langue avec Rached Ghannouchi, le leader de Ennahda, et opère un rapprochement pour sortir le pays de la crise politique qui le paralyse.

De leurs entretiens qui se déroulent à Alger et à Paris, les deux hommes comprennent qu'aucune des deux formations ne peut gouverner seule. Ils mettent alors en avant les mérites d'un compromis politique. Rached Ghannouchi contraint le premier ministre de démissionner et fait pression sur les députés de sa formation pour faire preuve de moins d'intransigeance dans la rédaction de la Constitution.

Ce rapprochement entre deux formations antagonistes a permis à la Tunisie de mettre en place les fondements d'une légitimité consensuelle. Mais en œuvrant dans ce sens, les deux hommes ont délégitimé les partis non islamistes de la troïka, le CPR et Ettakatol, tout en minimisant, dans le même temps, le rôle des autres partis politiques. Dès lors, la vie politique du pays s'est articulée autour des deux grands partis, Nidaa Tounès et Ennahda.

Cette stratégie du dialogue et du rapprochement entre le parti islamiste et le parti moderniste a pu désorienter les électeurs, d'autant qu'il leur était impossible de trouver refuge dans une troisième voie.

Seul le Front populaire, regroupement d'une douzaine de partis politiques de gauche, d'associations, de nationalistes et de personnalités indépendantes a tenté de briser la bipolarité de la scène politique. Avec ses 15 sièges, il constitue une force de proposition.

Quant aux jeunes, ils n'ont pas beaucoup participé au vote, se reconnaissant peu dans les méthodes et référents politiques des candidats en lice. Même si certains d'entre eux ont pu être séduits par la « réussite » fulgurante de Slim Riahi, cet homme d'affaires de 42 ans qui a vécu en Libye et au Royaume-Uni et dont l'origine de la fortune reste douteuse. Son parti, l'Union patriotique libre (UPL), a obtenu 16 sièges.

### Une campagne présidentielle tendue

**D**urant la campagne électorale, la bipolarisation a été incarnée par deux hommes que tout oppose. Béji Caïd Essebsi, 88 ans, a mis en avant la préservation des acquis du projet bourgeoisien, et Moncef Marzouki, 69 ans, s'est référé à la rup-

ture avec les régimes de Bourguiba et de Zine el Abidine Ben Ali.

Soixante-dix candidats ont déposé un dossier auprès de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), qui n'en a retenu que 22, répondant aux conditions requises, avant que cinq ne renoncent d'eux-mêmes. Les candidatures auraient pu être plus nombreuses encore, si Ennahda avait fait le choix de présenter un des siens. Parmi les candidats, il y avait bien sûr des acteurs de la transition, des opposants historiques aux précédents régimes, des chefs d'entreprises, une femme magistrate, des ministres de Ben Ali ...

La bipolarisation de la scène politique a beaucoup pesé sur la campagne. Toute l'attention des médias a porté sur les deux favoris, Caïd Essebsi et Marzouki, occultant les autres, au prix d'un appauvrissement du débat d'idées. Une grande partie des votants s'est installée dans cette bipolarité, donnant le sentiment que la liberté du citoyen, si chèrement acquise, devait se réduire à appuyer l'une ou l'autre figure qui accaparait la scène politique.

Les deux candidats ont obtenu un score assez proche au premier tour de l'élection : 39,46 % pour Béji Caïd Essebsi et 33,43 % pour Marzouki. Ce faible écart explique peut-être la violence de la campagne du second tour. Marzouki, un militant des droits de l'homme longtemps exilé en France, estime avoir empêché le chaos par son alliance avec les islamistes d'Ennahda. Il accuse son adversaire d'être un représentant de l'ancien régime.

Quant à Caïd Essebsi, il met à l'index le président sortant, en l'accusant d'avoir « ruiné » le pays avec ses alliés islamistes. Il accuse également Ennahda, qui ne présente pas de candidat à cette présidentielle, d'avoir secrètement appelé ses partisans à voter pour Marzouki. Il en veut pour preuve le très faible score du parti de Marzouki (CPR) aux élections législatives d'octobre (moins de 2 %), qui contraste avec le nombre de voix obtenu par son rival au second tour. Caïd Essebsi a même déclaré que les salafistes jihadistes avaient soutenu Marzouki.

Ainsi, malgré l'absence de candidat islamiste à cette élection, le spectre de la division entre modernistes et islamistes était bien présent durant la campagne. De plus, les résultats ont fait apparaître une disparité géographique et politique très nette entre le Sud, favorable aux islamistes, qui a majoritairement voté pour Marzouki cette fois-ci, et les grandes villes et le littoral, favorables au leader de Nidaa Tounès, Caïd Essebsi.

Avec 55,68 % des voix contre 44,32 %, Béji Caïd Essebsi est le premier président démocratiquement élu d'un pays qui change de régime. La Tunisie abandonne en effet le régime présidentiel et opte pour un régime semiparlementaire, au sein duquel le chef de l'État, élu au suffrage universel, n'est plus la pièce

maîtresse du jeu politique. Selon la Constitution votée en janvier 2014, c'est le premier ministre qui concentre entre ses mains l'essentiel du pouvoir exécutif. Le chef de l'État a néanmoins la charge de représenter l'État. Il définit les politiques générales en matière de défense, d'affaires étrangères et de sécurité nationale relative à la protection du territoire national. Il décide aussi de la guerre et de la paix, peut dissoudre l'Assemblée des représentants du peuple et dispose du droit de grâce.

Compte tenu de ces changements au niveau du régime politique, le choix du premier ministre et de son gouvernement allaient forcément traduire la nouvelle ligne politique choisie par Béji Caïd Essebsi. Or, celle-ci est difficile à mettre en œuvre tant Nidaa Tounès et Ennahda se sont combattues tout en négociant les grandes lignes politiques de la transition tunisienne.

Le nouveau président opte pour un chef du gouvernement qui n'est pas issu des rangs de son parti, il choisit Habib Essid, un indépendant de 66 ans. Réputé pour être davantage un technocrate qu'un politique, il aura ainsi le mérite de ne pas se mettre en situation de compétition avec le chef de l'État. Mais comme lui, il incarne également la synthèse entre le passé et le présent. En effet, après avoir été ministre de l'Agriculture sous Ben Ali, Essid a été ministre de l'Intérieur dans le cabinet de Caïd Essebsi après la révolution.

Après sa nomination, le nouveau premier ministre a été confronté à une difficulté majeure pour composer son gouvernement. Celui-ci devait-il traduire le rôle que s'est donné Nidaa Tounès pendant la campagne électorale, c'est-à-dire endiguer l'islamisme. Ou rester fidèle à la stratégie du rapprochement et de la main tendue aux islamistes, qui fut celle de Caïd Essebsi en 2013, et qui avait conduit à la résolution de la crise politique ?

Après avoir formé un premier gouvernement, sans islamistes, qui n'a pas obtenu la majorité requise des 109 sièges – dont il dira lui-même qu'il s'agissait d'un ballon d'essai – il forme un second gouvernement composé de 25 ministres et secrétaires d'État appartenant aux quatre partis de la coalition gouvernementale, et une vingtaine de portefeuilles sont attribués à des personnalités indépendantes, choisies pour leurs « compétences ».

Mais cet art de la combinaison parlementaire ne satisfait pas totalement les Tunisiens qui comprennent mal que les adversaires de la veille se retrouvent rassemblés dans un gouvernement que l'on ne peut même pas considérer comme un gouvernement d'Union nationale, tant la part faite aux islamistes est faible.

En vantant les mérites d'une politique consensuelle, tout en continuant à diaboliser Ennahda pour mobiliser ses troupes, Caïd Essebsi a certainement introduit une équivoque dans la ligne politique. Les limites du compromis sont ici atteintes. ■